



TDR POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT EN FINANCE ENVIRONNEMENTALE

DESCRIPTION DU POSTE

1. Identification du poste

Lieu : Libreville, Gabon

Date de début : Janvier 2022

Superviseur : Facilitateur national du programme

Durée du contrat : 9 mois de travail

2. Contexte national et organisationnel

Contexte National :

Le Gabon est couvert à 88% par la forêt et abrite une riche biodiversité végétale et faunique. Bien que l'économie du pays soit basée en premier lieu sur le secteur des industries extractives (bois, pétrole, manganèse, etc.), le potentiel des ressources issues de la biodiversité reste indéniable avec le secteur forestier contribuant à 60% des recettes d'exportations hors pétrole et constituant la première source d'emploi formel du secteur privé.

Cependant, malgré les efforts de conservation des plus hautes autorités du pays, les menaces sur la biodiversité demeurent une préoccupation majeure notamment à cause de la faiblesse des investissements dans le secteur. En effet, les fonctions écologiques et les services des écosystèmes qui garantissent le bien-être et le développement socio-économique de la population gabonaise sont menacées par la déforestation, la dégradation des habitats naturels, les érosions terrestres et côtières, et la disparition des espèces fauniques et floristiques endémiques.

Afin de préserver cette richesse et de rendre ses bénéfices durables, le Gabon a élaboré une stratégie et plan d'action national pour la diversité biologique (SPANB) et dont la vision est à l'horizon 2025 d'assurer la conservation de la biodiversité et garantir un partage satisfaisant des avantages socio-économiques et écologiques issues des ressources biologiques par une prise de conscience de l'importance de ces ressources biologiques et par un développement des capacités humaines et institutionnelles. Dans ce contexte, il semble nécessaire d'établir un Plan de Financement pour la biodiversité réaliste et concret afin que le pays ait les moyens de mettre en œuvre ses stratégies nationales pour la biodiversité.

Contexte organisationnel :

L'Initiative mondiale pour la finance de la biodiversité (BIOFIN) a été mise en place et représente un partenariat mondial gérée par le PNUD, avec notamment le support de la Commission Européenne et des gouvernements de l'Allemagne, de la Suisse, de la Norvège et de la Flandre.



La phase 1 de cette initiative (2012-2018) a permis de développer et de tester dans plus d'une trentaine de pays une méthodologie proposant une approche innovante de l'élaboration de stratégie nationale de financement de la biodiversité et des écosystèmes. Une phase 2 (2018-2022) a été lancée et a été récemment prolongée (2022-2025) et étendue à 5 nouveaux pays dont le Gabon suite à la demande explicite du gouvernement Gabonais.

Cette initiative BIOFIN, guidée par un comité directeur mondial, a été développée pour quantifier les dépenses nationales en matière de biodiversité, le déficit de financement pour atteindre les objectifs nationaux de biodiversité et élaborer un plan de financement qui identifie et mobilise les ressources et les politiques nécessaires pour mettre en œuvre les solutions de financement les plus appropriées.

En collaboration avec l'équipe mondiale BIOFIN, 40 pays sont maintenant impliqués dans ce processus. Ces pays sont : l'Argentine, Belize, Biélorussie, Brésil, Bhoutan, Botswana, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Egypte, Équateur, Fidji, Gabon, Géorgie, Guatemala, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Philippines, Seychelles, Afrique du Sud, Sri Lanka, Rwanda, Tanzanie, Thaïlande, Uganda, Vietnam et Zambie.

BIOFIN a été développée à la suite de la dixième Conférence des Parties (COP-10) de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), qui concluait qu'il était nécessaire de mieux connaître les besoins de financement et d'avoir une méthodologie complète permettant d'élaborer des stratégies de mobilisation des ressources. BIOFIN contribue de façon importante à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de la CDB et répond directement à l'Objectif D'Aichi 20 sur la mobilisation des ressources afin de faciliter la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique.

La méthodologie BIOFIN offre une approche innovante, progressive et adaptable qui permet aux pays de :

- Evaluer le contexte politique, institutionnel et économique du financement de la biodiversité ;

L'Analyse des Politiques et des Institutions (API) identifie la vision, les stratégies et les évolutions nationales en matière de diversité biologique. Les secteurs qui contribuent à la perte et aux gains de la biodiversité sont identifiés. Le paysage financier existant est analysé en détail, notamment le processus de budgétisation nationale, les lois et politiques de financement de la biodiversité et les mécanismes de financement de la biodiversité existants, y compris l'évaluation des sources de revenus de la biodiversité et des subventions néfastes à la biodiversité. Enfin, une analyse institutionnelle permet de recenser les acteurs du financement de la biodiversité et les décideurs politiques ou non.



- Mesurer et analyser les dépenses actuelles en matière de biodiversité, auprès des secteurs publics et privés, des donateurs et des organisations non gouvernementales ;

Une Analyse des Dépenses pour la Biodiversité (ADB), s'intéresse à tous les types de dépenses contribuant à la gestion durable de la biodiversité, y compris les dépenses du secteur privé en plus des dépenses publiques, ainsi que les dépenses des organisations internationales et de la société civile nationale. Elle génère des données sur les dépenses cumulées à l'échelle nationale qui sont utiles pour la planification de la politique et de la gestion de la biodiversité et qui peuvent être utilisées pour les rapports établis par la CBD.

- Effectuer une estimation fiable du financement nécessaire pour atteindre les objectifs de biodiversité d'un pays, et de comparer cette estimation aux dépenses actuelles relatives à la biodiversité et aux autres ressources disponibles ;

Les objectifs de l'Estimation des Besoins Financiers (EBF) ne sont pas simplement de générer le meilleur budget possible pour les SPANB et les stratégies connexes, mais d'élaborer le budget à l'aide d'un processus, qui augmente sa probabilité de bénéficier d'un financement complet. Pour ce faire, il faut une approche méthodologique solide dans le cadre du processus d'élaboration du budget et en travaillant selon un calendrier adéquat, sous le bon format et avec les bons partenaires.

- Elaborer un plan de financement pour la biodiversité qui identifie et mobilise les ressources et les politiques nécessaires pour mettre en œuvre les solutions de financement les plus appropriées.

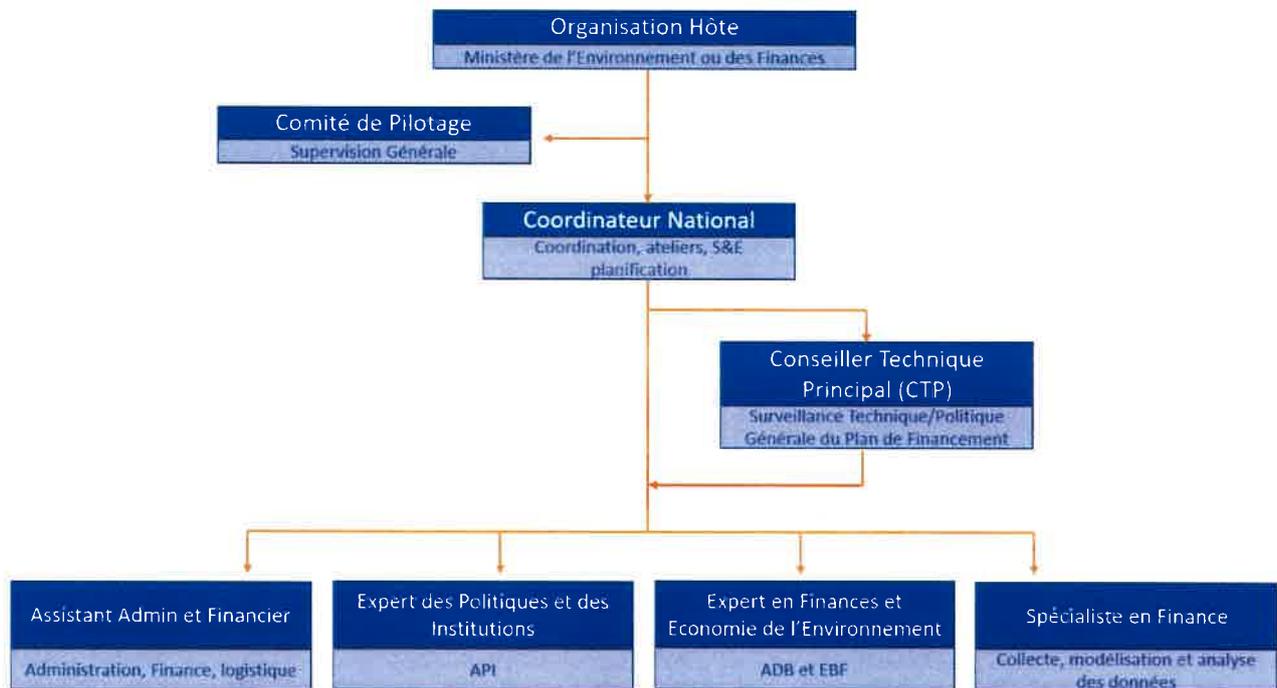
Le Plan de Financement de la Biodiversité (PFB) vise à présenter une approche nationale cohérente et globale au financement de la biodiversité qui englobe toute une gamme de solutions de financement, au-delà de la mobilisation de nouvelles ressources ou de ressources supplémentaires et de l'engagement du secteur public, du secteur privé et de la société civile. Le but est de produire un Plan de Financement de la Biodiversité validé au niveau national, et qui propose des étapes visant à mettre en œuvre une gamme de solutions de financement afin d'étendre et d'améliorer le financement de la biodiversité dans le pays et d'atteindre les cibles nationales de la biodiversité.



Le PNUD coordonne la mise en œuvre du programme grâce à une équipe mondiale qui appuie la mise en œuvre au niveau national. L'équipe BIOFIN travaille avec des équipes interdisciplinaires nationales pour adapter et mettre en œuvre la méthodologie au niveau national.

Au niveau régional et mondial, BIOFIN fournit une expertise technique et permet aux pays participants d'échanger leurs expériences à travers divers mécanismes de coopération Sud-Sud tels que des ateliers régionaux et mondiaux, le site web BIOFIN (www.biodiversityfinance.net), des webinaires sur les solutions de financement et autres plates-formes (BES.Net).

Ci-dessous est présentée la structure potentielle de l'équipe nationale BIOFIN au Gabon:



Pour la coordination de BIOFIN au Gabon, le PNUD souhaite recruter un/une « Expert en Finance Environnementale » du Programme « Initiative pour la finance de la biodiversité - BIOFIN » suivant les détails prévus dans les présents termes de référence.

3. Responsabilités

L'expert en finance environnementale sera chargé de réaliser l'Analyse des Dépenses en matière de Biodiversité (ADB) et l'Evaluation des Besoins de Financement en matière de biodiversité (EBF) en suivant les indications fournies par la version actuelle du manuel BIOFIN, en étroite collaboration avec le Conseiller Technique Principal (CTP) et avec les données détaillées et le soutien analytique fournis par le spécialiste en finance. L'expert en finance environnementale contribuera également



à tous les autres résultats nationaux de BIOFIN, y compris l'Analyse des Politiques et des Institutions (API), l'évaluation des besoins financiers (EBF) en matière de biodiversité et l'élaboration d'études de faisabilité détaillées pour les solutions de financement prioritaires du Plan de Financement de la Biodiversité (PFB). Le consultant contribuera également au résumé destiné aux décideurs politiques et participera au retour d'information sur le cadre méthodologique de BIOFIN.

L'ADB explore la budgétisation au niveau national et sous-national et les dépenses liées à la biodiversité de différentes organisations, agences, ministères, ONG et acteurs du secteur privé. L'expert en finance environnementale produira des ébauches et des analyses qui seront révisées et finalement validées par le Conseiller Technique Principal (CTP), le coordinateur du programme et l'équipe mondiale de BIOFIN.

Les tâches spécifiques comprennent :

Examen des politiques et des institutions

- Réaliser un inventaire des mécanismes de financement de la biodiversité existants dans le pays.
- Réaliser une revue des études d'évaluation économique existantes pertinentes pour le processus BIOFIN.

Analyse des dépenses en matière de biodiversité

- Réaliser une étude documentaire pour recenser et cartographier les études/informations/bases de données existantes sur les dépenses liées à la biodiversité, y compris un aperçu des examens antérieurs des dépenses environnementales.
- Développer une proposition de définition nationale des " dépenses liées à la biodiversité », basée sur la méthodologie BIOFIN.
- Développer un plan de travail pour l'examen des dépenses liées à la biodiversité, à discuter avec l'équipe nationale BIOFIN et le conseiller technique de BIOFIN Global.
- Déterminer une liste cible d'organisations à inclure dans l'analyse sur la base du travail de l'API.
- Établir un système de marquage/catégorisation des dépenses liées à la biodiversité en catégories (Aichi, BIOFIN, SPANB, etc.) et un système de coefficients / attribution pour estimer la contribution des actions mixtes à la biodiversité.
- Effectuer l'analyse des dépenses sur les budgets et les dépenses remontant à 2006 (si possible) jusqu'à l'année complète la plus récente. Suivez les conseils du manuel BIOFIN (y compris les sources de financement, les subventions, et les revenus basés sur la biodiversité)
- Coordonner la collecte et la compilation des données pertinentes et assurer la liaison avec les ministères et partenaires concernés, y compris les projets du PNUD touchant le domaine du financement de la biodiversité et remplir tous les fichiers de données BIOFIN pour l'ADB.
- Organiser des réunions de consultation bilatérale, des entretiens et des discussions avec les parties prenantes au niveau national pour définir et ensuite valider le coefficient d'attribution de l'importance de la biodiversité dans toutes les dépenses pertinentes.
- Etablir des projections budgétaires, sur la base d'un scénario de statu quo du financement de la biodiversité :



- Sur la base des meilleures pratiques internationales et du manuel BIOFIN, élaborer et mettre en œuvre une stratégie spécifique pour la collecte de données des dépenses de la biodiversité du secteur privé, organiser des réunions de consultation avec les parties prenantes du secteur privé (p. ex. chambre de commerce, multinationales) sur le suivi des dépenses de biodiversité.
- Sur la base des résultats de l'atelier national de consultation, élaborer l'ébauche de l'analyse des dépenses de la biodiversité (selon BIOFIN) pour commentaires par l'équipe nationale BIOFIN et le conseiller technique de l'équipe mondiale de BIOFIN.
- Développer l'analyse finale des dépenses de la biodiversité pour la revue finale de l'équipe nationale BIOFIN et le conseiller technique de l'équipe mondiale de BIOFIN et présenter les résultats à l'atelier de validation.

Évaluation des besoins financiers en matière de biodiversité (EBF)

- Examiner la méthodologie du manuel BIOFIN, les exemples d'autres pays BIOFIN, le dernier SPANB et le dernier rapport national sur la biodiversité afin de développer un plan de travail initial et les grandes lignes de l'EBF.
- Consulter l'équipe de la SPANB et les entités gouvernementales responsables de la mise en œuvre de la SPANB pour obtenir des informations de base sur les activités de la SPANB et les processus budgétaires du gouvernement.
- Travailler avec le Conseiller Technique Principal (CTP) pour examiner le champ d'application du SPANB, son alignement avec d'autres politiques nationales, et identifier les domaines politiques et les activités qui ne sont pas couverts par la stratégie existante.
- Examiner les activités énumérées dans la SPANB et d'autres documents stratégiques clés pour déterminer si elles sont suffisamment détaillées et quantifiées pour que leurs budgets soient estimés en détail. Si ce n'est pas le cas, travailler avec l'équipe de la SPANB et les autres parties prenantes concernées pour définir clairement les actions de la stratégie afin qu'elles puissent être budgétisées.
- Coordonner la compilation des données pertinentes et assurer la liaison avec les ministères et les partenaires concernés, le cas échéant, et organiser un atelier de consultation nationale pour définir les besoins de financement de tous les grands programmes de biodiversité.
- Etablir les coûts détaillés et compléter tous les fichiers nécessaires liées aux besoins nationaux en matière de financement de la biodiversité et faire des calculs détaillés.
- Organiser un atelier pour valider les hypothèses de coûts et les modèles et affiner l'analyse par des réunions supplémentaires si nécessaire.
- Comparer les résultats des projections futures de l'ADB avec l'EBF de manière aussi détaillée que le permettent les catégories et produire une estimation du déficit de financement.
- Élaborer un projet de rapport pour l'évaluation des besoins financiers en matière de biodiversité qui sera discuté lors de l'atelier de validation et examiné par les équipes BIOFIN nationales et mondiales.
- Produire le rapport final de l'évaluation des besoins financiers en matière de biodiversité.



Plan de financement de la biodiversité (PFB)

- Soutenir le Conseiller Technique principal (CTP) dans la conception et la préparation du PFB.
- Effectuer des analyses et études de faisabilité détaillées sur une gamme de mécanismes de financement en fonction des connaissances et de l'expérience.

Sensibilisation et communication du programme

- Préparer des ateliers, des réunions, des réseautages et des présentations, pour produire l'analyse des dépenses de biodiversité et impliquer toutes les parties prenantes.
- Renforcer la capacité d'au moins 30 collègues au niveau national sur les notions de base du financement de la biodiversité y compris les acteurs du gouvernement.
- Fournir des observations et des commentaires de fond sur la façon d'améliorer la méthodologie BIOFIN

Gestion des connaissances et rapports

- Documenter les décisions et les hypothèses formulées lors de l'analyse des dépenses de la biodiversité et l'évaluation des besoins en financement de la biodiversité.
- Documenter les leçons apprises tirées de la réalisation du programme BIOFIN, allant des considérations institutionnelles aux questions techniques.
- Aider à la préparation des rapports et des études de cas, selon les besoins, pour les soumettre à des réunions mondiales (p. ex. COP de la CDB)

L'expert(e) des finances environnementales rend compte au coordonnateur National BIOFIN.

Principaux résultats attendus (produits et processus) :

- **Analyse des politiques et des institutions du financement de la biodiversité (API) (I)** Revue des mécanismes de financements existants (II) synthèse des évaluations économiques de la biodiversité existantes (III) Intégrer les résultats dans l'ébauche de L'API
- **Analyse des dépenses de la biodiversité (ADB) (I)** Etude documentaire et plan sommaire de l'ADB, (II) établissement des définitions, des catégories et d'une méthode d'attribution (coefficients), (III) acquisition et analyse de données, (IV) Ebauche de rapport, (V) ateliers initial et final et rapports d'atelier, (VI) Ebauche de rapport pour soumission (VII) rapport final validé.
- **Analyse des besoins en financement de la biodiversité (I)** Rapport d'étude documentaire et plan sommaire, (II) modélisation et hypothèses initiales, (III) structure du rapport, (IV) ateliers initial et final et rapports d'atelier, (V) Ebauche de rapport pour soumission (VI) rapport final validé.
- **Plan de financement de la biodiversité (I)** Soutien au besoin
- Commentaires sur le manuel et la méthodologie de BIOFIN (1 à 2 pages de notes).
- Contribution au processus global de BIOFIN.



Le contrat sera basé sur les performances. Les paiements seront effectués en fonction des livrables du programme, suivants :

- **Analyse des dépenses en matière de biodiversité (ADB)** : rapport méthodologique validé :5% du total des paiements.
- **Analyse des dépenses en matière de biodiversité (ADB)** : rapport préliminaire ADB , Compte rendu des réunions et des ateliers de consultation les fiches de collectes des données complétées : 15% du total de paiements.
- **Finalisation de la stratégie d'engagement du secteur privé**, fiches de collectes des données remplis d'informations pertinentes et la section du rapport ADB sur les dépenses de biodiversité du secteur privé réalisés : 10% du paiement total.
- **ADB** : atelier de validation de l'ADB, rapport de l'atelier et rapport final de ADB : 10%du paiement total
- **Evaluation des besoins financiers (EBF)** : Etude bibliographique et des états de lieu, plan de travail initial : 5% du paiement total
- Fiches de collectes des données remplies et compte rendu de l'atelier de consultation nationale réalisé, ébauche du rapport EBF : 15% de paiement total
- **Evaluation des besoins financiers** : rapport final validé sur les besoins de financement intégrant les recommandations de l'atelier de validation ; compte rendu de l'atelier de validation : 20% du paiement total
- **Plan de Financement de la Biodiversité (PFB)** : Contribution à la rédaction du BFP et aux études de faisabilités sur les mécanismes de financement prioritaires : 15% du total de paiement
- Contribution au Rapport de synthèse du programme et Résumé pour les décideurs politiques 5% du total des paiements

Éducation:

- Diplôme d'études supérieures (master ou supérieur) en finance, économie, gestion d'entreprise ou un domaine étroitement lié, ou expérience de travail pertinente équivalente, de préférence avec un accent sur l'environnement / biodiversité.

Compétences:

L'expert(e) en Finance environnemental doit avoir les qualités suivantes :

- Forte capacité d'analyse, de rapportage et de communication.
- Forte capacité à travailler avec Excel et y compris la connaissance des formules et des tableaux croisés dynamiques au moins
- Aptitude à préparer des publications, rapports et autres présentations clairs et concis
- Aptitude à travailler avec une équipe multidisciplinaire et multiculturelle.
- Forte motivation et aptitude à travailler et à rapporter dans un délai très court.
- Savoir se concentrer sur l'impact et le résultat pour le client et répond positivement aux commentaires critiques
- Capable de travailler de façon indépendante avec peu ou pas de supervision.
- Lien très étroit avec le gouvernement fortement souhaitée



Expérience:

- Au moins 5 ans d'expérience, de préférence dans les domaines de la finance environnementale, de la comptabilité, de l'économie, de la gestion ou des domaines connexes.
- Expérience de collaboration avec des experts et des institutions internationales et nationales.
- La connaissance des problématiques environnementales ou liées à la biodiversité est souhaitable.
- Bonne compréhension des principaux logiciels (MS Office)
- L'expérience acquise dans la réalisation d'études et d'évaluations similaires est un atout.
- La connaissance de l'anglais est un atout.

Elaboration des Termes de Référence

Guilhem Ribaucour
Préparé par : Guilhem RIBAUCCOUR, Chargé de Projet Environnement

Francis James
Approuvé par : Francis JAMES, Représentant Résident

